

AMIT BAKHRTA (ANALYSTE FINANCIER) :

## «Maximum Mark-Up : effet négligeable sur le court terme»

La subvention additionnelle sur les denrées de base est venue à terme. Le ministre du Commerce a expliqué que cette subvention est insoutenable à long terme. Est-ce vraiment insoutenable ou y a-t-il des fondements où le gouvernement aurait pu puiser pour étendre cette subvention ?

Je crois humblement que les subventions, surtout pour un petit pays comme Maurice, peuvent être soutenables sur le long terme, à condition que les finances publiques soient gérées intelligemment, c'est-à-dire que les revenus du gouvernement soient augmentés et soutenus, et les dépenses non productives réduites au minimum.

Pour ailleurs, lorsqu'il s'agit de maintenir les subventions, essentiellement sur les denrées alimentaires de base, il est important que le PIB augmente de manière durable. L'allocation des subventions au pourcentage du PIB sur le long terme sera par conséquent susceptible d'être relativement plus faible et pourra donc être réalisée sur le long terme. Il ne faut pas non plus oublier que les prix des matières premières sont volatils par nature, et donc sur le long terme, certains prix baissent, tandis que d'autres montent. Mais dans le cas des biens consommables de base, à mesure que la demande mondiale augmente, la tendance est généralement à la hausse, mais si beaucoup plus sur le long terme. Alors, peut-il y avoir différents fonds auprès desquels des financements supplémentaires peuvent être réservés, parmi lesquels notre importante réserve fiscale.

Le gouvernement introduit un *Maximum Mark-Up* de 20-25% sur les produits essentiels en remplacement de la subvention. À quel point cette formule est-elle susceptible d'amortir la série d'augmentations ?

Je pense que l'amortissement de l'impact sera négligeable sur le court terme, étant donné que le *Maximum Mark-Up* restreint sur le prix de revient et que la subvention est supprimée. Cette formule est plus destinée à contenir le prix de détail, mais plutôt le prix de détail. Il est probable que les prix de revient soient volatils à court terme, et que les augmentations soient donc susceptibles d'être au-dessus, même si la marge maximale fixée par le ministre n'aura probablement un impact supplémentaire sur les importateurs à court terme.

Quelles pourraient être les limites du *Maximum Mark-Up* ? Se peut-il que ce mécanisme ait un effet contraire, résultant en des prix plus forts, au lieu de prix bas pour les consommateurs ?

Sûr, en effet. C'est exactement ce qui se passe. Y compris la majoration, le prix de détail final est susceptible d'être beaucoup plus élevé que celui pratiqué précédemment. Même en cas de forte baisse des prix, il est probable que les prix que payent les consommateurs restent supérieurs aux prix précédemment subventionnés.

Le *Maximum Mark-Up* ne fait pas le bonheur des importateurs. Aurait-on pu trouver un juste milieu entre l'intérêt des consommateurs et les premiers nommés ? Quels autres moyens pour atténuer ces hausses ?

Le juste milieu est l'équilibre éternel le plus difficile à maintenir, que ce soit dans une entreprise ou dans l'économie. Pour moi, l'équilibre réside le maintien des subventions et l'implémentation du *Mark-Up* pour contenir la marge des importateurs et pour assurer une plus grande part de revenu dans l'économie. Ce sont les subventions qui ont le plus d'impact sur la



maîtrise des prix sur ces produits, et non le *Maximum Mark-Up*.

L'élimination des subventions affecte non seulement la tarification, comme on l'a vu, mais à moyen terme, la demande et l'offre également. Les importateurs non compétitifs seront probablement en faillite, tandis que la demande globale, mais une certaine mesure, devrait s'affaiblir, à mesure que les prix nets augmentent. Par conséquent, les subventions devraient être maintenues pour atténuer l'impact de ces majorations sur les prix.

Les importateurs soutiennent que le plus préoccupant actuellement est qu'il n'y a plus de devises dans nos banques et qu'ils ne peuvent plus importer.

D'un point de vue empirique, cette affirmation est extrêmement fallacieuse et sans fondement. Les dépôts et la liquidité en devises sont au niveau le plus haut de notre histoire économique. La question de savoir si le bilan de la banque centrale lui permet de continuer à intervenir sur le marché des échanges et si les banques commerciales modifient leur stratégie de trésorerisation et de change directionnel est une autre considération et un autre débat !

Que pensez-vous de l'allocation de US 500 M à la STC pour qu'elle importe de l'huile, du lait et des grains ? En outre, la STC a signé un MOU avec la *National Agricultural Cooperative Marketing Federation of India Ltd (NAFED)* pour permettre au pays de se procurer du riz, de la farine, de l'huile et d'autres produits agricoles à des prix compétitifs grâce aux bonnes relations qu'entretient le pays avec l'Inde. Est-ce que la STC peut en même temps être régulatrice et importatrice ?

Neus comprenons tous la mauvaise prise de décision stratégique et juridique de ce conseil d'administration de la STC conduisant à la nécessité d'une recapitalisation. Non, il n'est pas idéal pour un régulateur d'être lui-même opérateur, importateur et vendeur, même si on donne le bryani à Maurice ! Cela complique son efficacité et son efficacité, et cela fausse le marché. Ce modèle est un modèle d'entreprise publique obsolette et primitif, qui est susceptible de suivre son cours au fil du temps.

En conclusion, que prévoyez-vous comme répercussions avec l'inévitable cascade d'augmentations à venir ?

Des risques plus élevés d'un cycle de stagflation à Maurice compte tenu de l'impact inflationniste net, de la légitimité mandataire de la Banque de Maurice et d'une consommation intérieure globale en décadence et d'une croissance économique beaucoup plus faible à venir.

## TIRS CROISES MAXIMUM MARK-UP : le mécaisme est

Dans une tentative d'atténuer les augmentations des prix suite à la levée des subventions sur les denrées de base, le gouvernement a introduit un *Maximum Mark-Up* de 20-25% sur des produits de base pour éviter que les commerçants ne pratiquent des profits excessifs et que les consommateurs ne finissent par s'étrangler par les hausses drastiques. Mais à quel point ce mécanisme est-il efficace ? À voir l'envoie des prix de certaines denrées déjà par plus de 150%, comme l'huile, on peut conclure que ce système ne compense aucunement la disparition des subventions.

Amit Bakharta, analyste financier, confirme que « l'amortissement des augmentations à travers le *Maxi-*

*imum Mark-Up* sera négligeable sur le court terme ». Il prône le maintien des subventions à côté du *Maximum Mark-Up*. Il estime qu'il existe divers fonds, dont « notre importante réserve fiscale », dans laquelle on aurait pu puiser pour poursuivre les subventions. Le CEO d'Anneau rejette l'argument brandi par certains importateurs selon lequel ils ne pourraient bientôt plus importer à cause d'une pénurie de dollars. « Les dépôts et la liquidité en devises sont au niveau le plus haut de notre histoire économique », dit-il. S'agissant de l'importation de certains produits de base par la STC, Amit Bakharta juge qu'il « n'est pas idéal pour un régulateur d'être lui-même opérateur, importateur et vendeur ».

SUTTHUDEO TENGUR (APEC) :

## «Le GM aurait pu subventionner une

La subvention additionnelle sur les denrées de base est arrivée à terme. Le ministre du Commerce a expliqué que cette subvention est insoutenable à long terme. Est-ce vraiment insoutenable ou y a-t-il des fonds où le gouvernement aurait pu puiser pour étendre cette subvention ?

Ma position est claire : si le gouvernement a déjà cessé de subventionner le commerce de plusieurs milliards de roupies à plusieurs grosses multinationales du pays, dont le gros capital, durant ces deux dernières années, à travers la *Mauritius Investment Corporation*, il n'a accordé qu'un milliard sous forme de subventions pour maintenir les prix des denrées de base à un certain niveau afin d'aider les plus démunis du pays.

Je comprends que l'on ne puisse éternellement subventionner les prix des denrées alimentaires, mais si le gouvernement avait à cœur la souffrance de ceux au bas de l'échelle, il aurait pu faire un geste bienfaisant. Je serais-ce que pour une année encore, soit durant la présente année financière 2022-23. Malheureusement, cela n'a pas été le cas.

Le gouvernement introduit un *Maximum Mark-Up* de 20-25% sur

les produits essentiels en remplacement de la subvention. À quel point ce mécanisme est-il susceptible d'amortir la série d'augmentations à venir ?

Le *Maximum Mark-Up* ne sera appliqué qu'à cinq catégories de produits de base. Cette marge de profits variera entre 20 et 25%, et son application ne sera pas uniforme sur tous ces produits. D'ailleurs, le communiqué du ministre émit il y a quelques jours explique l'application de cette marge de profits accordée aux commerçants, dans l'éventualité de risques d'une grosse flambée des prix sur les produits précités, les autorités devront agir de manière ferme et sévère contre les commerçants peu scrupuleux. On ne peut laisser le soin aux commerçants de faire la pluie et le beau temps...

Quelles pourraient être les limites du *Maximum Mark-Up* ? Se peut-il que ce mécanisme ait un effet contraire, résultant en des prix plus forts au lieu de prix bas pour les consommateurs ?

Selon les règlements émis par le ministre, ce *Maximum Mark-Up* qui s'appliquera à un nombre limité de produits est une sorte de contrôle de prix indirect. Depuis notre adhésion à l'OMC, et avec la

libéralisation du commerce international, il n'y a aucun contrôle de prix et la place est faite pour laisser jouer les forces du marché, de la libre concurrence et de concurrence pour maintenir les prix au plus bas.

Malheureusement, avec la cartellisation, cette concurrence est balayée d'un revers de main. Et dans cette conjoncture, en l'absence d'un contrôle de prix, strictement parlant, l'application d'un *Maximum Mark-Up* pourrait apporter un certain équilibre. Mais ce serait du *Wishful Thinking* que de croire que les commerçants vont se croiser les bras et laisser la vague à lait partir...

Le *Maximum Mark-Up* ne fait pas le bonheur des importateurs. Aurait-on pu trouver un juste milieu entre l'intérêt des consommateurs et les premiers nommés ?

Les importateurs, grossistes et autres commerçants sont d'éternels mécontents. Ils font toujours des « pertes » mais ils continuent d'exister. Si le *Maximum Mark-Up* n'est leur satisfaction, tant pis pour eux. Il est très difficile de concilier l'intérêt des commerçants et celui des consommateurs. Ce sont deux pôles opposés.

Le juste milieu serait l'intervention des autorités,

# -il efficace ?

Suttyhudeo Tengur, président de l'APEC, fait ressortir que « si le gouvernement a déjà consenti un support financier de plusieurs milliards de roupies à plusieurs grosses multinationales du pays ces deux dernières années, il n'a accordé qu'un milliard sous forme de subventions pour maintenir les prix des denrées de base à un certain niveau afin d'aider le plus démunis du pays ». Il estime de fait que le gouvernement aurait pu « faire un geste bienfaiteur, ne serait-ce que pour une année encore » en étendant les subventions. Il met en garde contre des abus de la part de commerçants face à la levée des subventions. « Les autorités devront agir et sévir ». Pour lui, l'importation par la STC profitera au

peut peuple. Si Mubarak Sooltangos, banquier, reconnaît que la subvention des denrées de base est insoutenable sur le long terme, « son retrait en bloc est un mauvais calcul et représente un choc psychologique très violent aux consommateurs », dit-il, estimant qu'on aurait pu étaler ce retrait sur le temps. Il est d'avis que le maintien des subventions est faisable. « Il faut trouver du financement ailleurs », il ajoute que le Maximum Mark-Up ne vient nullement remplacer la subvention. « Cette mesure est cependant bienvenue en période de difficulté ». Il se demande pourquoi ne pas contrôler le Mark-Up des banques, « qui excède les 400% sur le coût de revient de leurs ressources ».

## année encore »

notamment du ministère des Prix, dont les officiers doivent être sur le terrain afin d'assurer une protection adéquate aux consommateurs pour qu'ils ne soient pas victimes des prédateurs commerciaux.

Les importateurs soutiennent que le plus préoccupant actuellement est qu'il n'y a plus de devises dans nos banques et qu'ils pourront plus importer.

Ce manque de devises, surtout le manque des dollars, qui sert principalement à payer nos importations, s'était fait sentir il y a quelques semaines déjà. Mais je pense qu'il y a eu l'intervention de la Banque de Maurice pour retabir la situation. Maintenant, si les commerçants utilisent ce prétexte pour attiser une flamme des prix, les autorités doivent agir, mais beaucoup de fermiers contre ces personnes sans scrupule.

Que pensez-vous de l'allocation de Rs 500 M à la STC pour qu'elle importe de l'huile, du lait et des grains secs ? En outre, la STC a signé un MoU avec la NAFED pour permettre au pays de se procurer du riz, de la farine, de l'huile et d'autres produits agricoles à des prix compétitifs grâce aux bonnes

relations qu'entretient le pays avec l'Inde. Est-ce que la STC peut en même temps être régulatrice et importatrice ?

À l'heure actuelle, le monde, y compris Maurice, se trouve dans une situation très fragile, avec d'une part les effets de la pandémie de Covid-19 et, d'autre part, la crise russo-ukrainienne. Tout le monde sait ce qui se passe avec la production des céréales et autres grains en Ukraine et le blocage des exportations. Même l'Inde a pris la décision de bloquer l'exportation de blé, ce qui a provoqué une hausse de prix sur le marché mondial. Comme nous avons des relations privilégiées avec la Grande Péninsule, j'estime qu'à travers notre diplomatie économique nous arriverons à traverser ces moments difficiles avec moins de douleur.

La STC, qui est le bras

privé du gouvernement, doit être mise à l'épreuve, surtout en ces moments difficiles, pour alléger le fardeau de la population, et particulièrement des démunis. Avec l'importation du riz, de la farine, de l'huile, du lait et des grains secs, la STC deviendra une force incontournable dans le domaine de l'importation et de la distribution de produits alimentaires dans le pays. Ce sera une bonne compétition, qui profitera au petit peuple, d'une part, et une concurrence sérieuse avec les opérateurs traditionnels dans le commerce.

Qu'on se dise haut et fort : l'Inde est devenue une puissance économique pour l'ensemble du développement de Maurice, que ce soit pour l'informatique, pour l'infrastructure, dont le métro, et le commerce, sans compter le rapprochement historique entre nos deux pays.

## MUBARAK SOOLTANGOS (BANQUIER) :

### « Pourquoi ne pas contrôler le Mark-Up des banques ? »

La subvention supplémentaire sur les denrées de base est arrivée à terme, le ministre du Commerce a expliqué que cette subvention est insoutenable à long terme. Est-ce vraiment insoutenable ou y a-t-il des fondos où le gouvernement aurait pu puiser pour étaler cette subvention ?

C'est vrai que la subvention à ce niveau est insoutenable à long terme, mais son retrait en bloc est un mauvais calcul, car il inflige un choc psychologique très violent aux consommateurs. On aurait pu étaler ce retrait sur le temps. Si on veut maintenir les subventions, il faut trouver du financement ailleurs, et on peut le faire. Premièrement, en cessant le gaspillage indécrottable dans le secteur public, qui est une insulte à la pauvreté. Ce gaspillage est l'œuvre des politiques et des fonctionnaires, et ces derniers sont la seule catégorie de personnes qui n'ont pas eu à craindre pour leur emploi dans la tourmente du Covid-19, à laquelle aucun sacrifice n'a été demandé, notamment en termes de privilèges. Deuxième, et qui ont en même temps bénéficié d'une main de FRB.

La deuxième source de financement pourrait être une taxe additionnelle de, disons, 10% sur les profits des banques issus de leur Offshore Global Business. Dans les années 1970, on taxait carrément les recettes d'exportation des compagnies surscriées parce que leur sucre bénéficiait d'un prix préférentiel auprès de l'Union européenne négocié par le gouvernement mauricien. Aujourd'hui, les banques font la majeure partie de leurs bénéfices sur leur business offshore en prenant avantage de notre centre financier et des traités de non-double imposition (NTDI) négociés par le gouvernement. Appliquez la même logique, non pas en demandant de taxer les recettes, mais les profits additionnels des banques, ce qui est plus raisonnable.

Le troisième vœu n'est pas un financement à proprement dit, mais un alignement du fardeau des citoyens. Le gouvernement est au courant de la pratique scandaleuse de surfacturation des médicaments avant leur arrivée à Maurice, mais n'agit pas. Bien au contraire, une loi de 2017 est venue remplacer la Fair Trading Act en créant un monopole par l'imposition de l'obtention de la carte préalable du Trade Mark Holder – les laboratoires – pour toute importation de produits de leur marque, qui peut se faire à bien meilleur prix en s'approvisionnant chez les grossistes agréés. Si cette clause restrictive, favorisant le monopole et le Profitisme est éliminée, on ne parle pas d'un alignement du fardeau des ménages par millions, mais par milliards de roupies.

Le gouvernement introduit un Maximum Mark-Up de 20-25% sur les produits essentiels en remplacement de la subvention. À quel point ce système est-il susceptible d'améliorer la série de préoccupations à venir ? Le Maximum Mark-Up ne vient nullement remplacer la subvention, car il n'amortira pas les augmentations à venir. Cette mesure est cependant bienvenue en période de difficulté. Elle viendra atténuer les effets des importations, mais il n'y a rien de plus normal. En période critique, chacun doit faire des sacrifices, et on ne peut pas le faire d'un côté et ne rien faire de l'autre.

Quelles pourraient être les limites du Maximum Mark-Up ? Se peut-il que ce mécanisme ait un effet contraire, résultant en des prix plus forts au lieu de prix bas pour les consommateurs ?

Le danger qui existe avec un système de Maxi-



imum Mark-Up est la tendance à la surfacturation de tout produit leader du marché qui a une clientèle captive, et dont la demande est plus ou moins inélastique aux prix. Mais ceci ne remède pas en question l'utilité de contrôler les marges de profits. Il faut mener une lutte incessante contre la surfacturation en étant vigilant.

Dans une situation de compétition parfaite, où il n'y a pas de Clear Market Leader, le Maximum Mark-Up n'est pas très bien, parce que l'offre est pléthorique et les prix se stabilisent d'eux-mêmes par les forces du marché. C'est la raison pour laquelle je ne comprends pas l'incohérence de la STC d'importer du riz, où il y a plus de 40 marges sur le marché. C'est de l'exercice de zèle.

Le Maximum Mark-Up ne fait pas le bonheur des importateurs. Aurait-on pu trouver un juste milieu entre l'intérêt des consommateurs et les premiers nommés ?

Le Maximum Mark-Up de 20-25 % est assez généreux pour être partagé entre importateurs et détaillants en cette période de crise parce qu'il s'agit de produits de masse vendus en très grand volume. Je n'ai vu pire. Dans les années 1990, alors qu'il n'y avait pas de crise, sauf l'effet d'une dépréciation annuelle constante d'environ 8% de la roupie pour favoriser l'exportation, ce qui se traduisait en une inflation générale de l'ordre de 5%, le ministère du Commerce donnait une marge de profit de seulement 6% aux importateurs sur le lait en poudre. Parlant de Maximum Mark-Up, pourquoi ne pas contrôler celui des banques, qui excède les 400% sur le coût de revient de leurs ressources, notamment les dépôts des épargnants ? La moitié des ménages mauriciens est concernée.

Les importateurs soutiennent que le plus préoccupant actuellement est qu'il n'y a plus de dollars dans nos banques et qu'ils ne pourront plus importer...

C'est déplacer le débat sur un autre terrain, et c'est presque de la malhonnêteté intellectuelle. En qu'un marché de devises très liquide ferait baisser les prix ? Il s'agit de deux problèmes distincts, qui n'ont aucune connexion. Il ne faut pas se dresser en victimes de tous les maux. Si demain, le pays ne peut plus importer, les ménages seront encore une fois des consommateurs, pas la poignée d'importateurs.

Que pensez-vous de l'allocation de Rs 500 M à la STC pour qu'elle importe de l'huile, du lait et des grains secs ?

Ceci fait presque tomber des nues. C'est une mesure à effet d'annonce seulement. La STC n'a besoin d'aucune allocation de fonds pour l'importation de ces denrées. Premièrement, Rs 500 millions, c'est une goutte d'eau dans la masse d'importations que fait la STC. Deuxièmement, il n'y a aucune utilité d'importer ces denrées parce qu'il y a une compétition parfaite sur le marché. Par ailleurs, l'effet Aqueduct Trade rend difficile à un produit alimentaire nouveau de percer sur un marché.